



Et maintenant ?

PARIS le 05/01/2017



L'année 2016 a été marquée par des évènements importants qui laisseront des traces.

Au plan national, la dérive de la République Sociale vers le système anglo-saxon s'est accélérée.

La loi EL KHOMRI, dite loi « Travail », a accentué un mouvement initié depuis plusieurs années, donnant notamment la priorité à la négociation au niveau de l'entreprise au détriment de la branche et de l'interprofessionnel.

C'est une atteinte directe à l'articulation des niveaux de négociations et au principe d'égalité de droits des salariés.

Remise en cause des garanties collectives, modulation du temps de travail, licenciements facilités, médecine du travail battue en brèche, assouplissement du dispositif « forfait jours », etc, sont les conséquences d'une régression historique du droit du travail et de la protection des salariés.

Sur Areva, mise en place au 1^{er} Janvier 2016 du contrat responsable avec la complicité de certaines organisations syndicales avec les conséquences que l'on connaît. (diminution des remboursements des médecins, diminution sur la monture, aucun remboursement sur les lunettes enfants même en cas de changement de la vision si l'enfant a déjà eu une paire dans l'année, etc...)

LA FIN DU GROUPE AREVA ET SES CONSÉQUENCES SOCIALES :

L'Etat a pris la décision de démanteler AREVA entraînant la création d'un nouveau Groupe, aujourd'hui dénommé NEW AREVA HOLDING (ex NewCO) auquel seront rattachés les salariés AREVA NC, Mines, BS et AREVA Projets et leurs filiales. Les salariés ont payé lourdement cette transition industrielle (Plan de Sauvegarde de l'Emploi, réorganisations, gel des salaires, sous-effectifs, pertes de compétences liées aux départs, etc).

En signant le 1^{er} Juillet 2016 l'accord garantissant la stabilité des accords sociaux pendant 36 mois, FO a obtenu le maintien sur cette durée d'accords majeurs (notamment chez AREVA NC :DICO, 35 H, CAFIC principalement).

CE QUI NOUS ATTEND EN 2017 :

Bien évidemment la question majeure en ce début d'année reste à connaître la date à laquelle l'Etat va enfin recapitaliser le Groupe et prendra toutes les dispositions nécessaires pour pérenniser nos activités et nos emplois.

D'ores et déjà, la Direction a informé les Organisations Syndicales qu'elle voulait renégocier les points suivants :

- 1) Revoir à la hausse le forfait jours de référence pour les Ingénieurs et Cadres,
- 2) Abaisser les plafonds d'alimentation et d'épargne des CET, et revoir certains coefficients !
- 3) Mise en place d'une enveloppe salariale 2017-2018,
- 4) Mise en place d'une participation Groupe (avec des conséquences négatives pour les salariés des entreprises qui avaient ou espéraient une participation importante au niveau de leur entreprise. (TNI, SET..)
- 5) Mise en place d'un PERCO (Plan épargne retraite complémentaire)
- 6) Projet de fusions / absorptions (c'est pas encore vraiment décidé) des entreprises de la BUA

La Direction a déjà fait part de ses intentions, inacceptables à ce jour, mais les négociations débiteront réellement les 16 et 17 Janvier prochains.

2017 va être une année cruciale et déterminante pour notre avenir industriel et social !

FO continuera à refuser toute régression et toute remise en cause de la protection des droits et des intérêts des salariés. Mais c'est aussi à chacun d'entre nous de refuser l'inacceptable ! Rien n'est inéluctable ! Il ne faut pas subir ! Il faut renforcer les organisations syndicales qui défendent réellement vos intérêts !

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à contacter vos élus et représentants FO !

Pour renforcer notre action, n'hésitez pas à nous rejoindre !

En attendant, les équipes FO vous présentent leurs vœux pour 2017 !